



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°178/2023  
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

**Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;**

VU le Code le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

VU le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

CONSIDÉRANT la requête en date 17 janvier 2023 par laquelle **l'Association Centre social et culturel**, sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public le mercredi 15 février 2023 de 13h00 à 18h00 pour l'organisation d'un après-midi jeux parents/enfants sur la Place Martin Bidouré.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** **l'Association Centre social et culturel** est autorisée à occuper temporairement le domaine public sur la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume le mercredi 15 février 2023 de 13h00 à 18h00 pour l'organisation d'un après-midi jeux parents/enfants sur la Place Martin Bidouré.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation se rapportera exclusivement aux lieux mentionnés à l'article 3 et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3 :** Le domaine public pourra être occupé aux emplacements suivants :

- Place Martin Bidouré

**ARTICLE 4 :** L'organisation de la manifestation ne devra pas faire obstacle à la libre circulation des piétons.

Les divers équipements mobiliers ne devront comporter aucun joint de fixation au sol et demeurent sous l'entière responsabilité du pétitionnaire.

**ARTICLE 5 :** **l'Association Centre social et culturel**, est tenue de laisser propre le domaine public dès la fin de la manifestation.

**ARTICLE 6 :** La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 7 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 9 :** Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 26 janvier 2023

Le Maire,  
**Alain DECANIS**

